



**ÉCONOMAT
DES ARMÉES**

**CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS ET
POUR TOUTES LES ZONES**

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE ET A MARCHÉS SUBSÉQUENTS

SOMMAIRE

.....	1
ARTICLE 1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES	3
1.1- OBJET	3
1.1.1- Présentation de l'Économat des Armées	3
1.1.2- Nature du besoin à couvrir	3
1.2- DÉCOMPOSITION DU MARCHE.....	3
1.3- CONNAISSANCE	4
1.2.1- Connaissance du dossier	4
1.4- CONTENU DES PRIX DES PRESTATIONS	4
1.3.1- Liste non exhaustive.....	4
1.5- NORMES ET RÈGLEMENTS	4
1.4.1- Normes et règlements.....	4
1.4.2- Exigences réglementaires thermiques pour les bâtiments existants	5
1.6- REPRISE DES TRAVAUX	5
1.5.1- Reprise des travaux.....	5
1.7- CLASSEMENT	5
1.6.1- Classement au feu.....	5
1.8- PERFORMANCES THERMIQUES	5
1.7.1- Limiter les déperditions	5
1.7.2- Diminuer les consommations.....	6
1.9- DÉVELOPPEMENT DURABLE ET QUALITÉS DES PRODUITS MIS EN OEUVRE	6
1.8.1- Peintures et solvants conformes à l'écolabel européen	6
1.8.2- Origines des produits	6
Article 2 - ORGANISATION DES TRAVAUX.....	6
2.1- ORGANISATION DES CHANTIERS	6
2.1.1- Phase préparatoire	6
2.1.2- Sécurité protection Santé.....	6
2.1.3- Déroulement des travaux.....	6
2.1.4- Nettoyage du chantier	7
2.1.5- Accès au chantier	7
2.1.6- Relation avec les administrations et concessionnaires de réseau	7
2.1.7- Contrôle qualité.....	7
2.1.8- Niveau sonore	8
2.1.9- Compte Prorata.....	8
2.2- EXECUTION ET RECEPTION	8
2.2.1- État des lieux.....	8
2.2.2- Limites de prestation.....	8
2.2.3- Période d'exécution des travaux	8
2.2.4- Opération préalable à la réception	8
2.2.5- Dossier des ouvrages exécutés	8
2.2.6- Garanties.....	9

ARTICLE 1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1- OBJET

1.1.1- Présentation de l'Économat des Armées

L'Economat des Armées (EdA) est un établissement public à caractère commercial (EPIC) français, centrale d'achat et prestataire de services du ministère des Armées. L'EdA est spécialisé dans la logistique alimentaire, les fournitures, les services et l'événementiel des forces armées. L'établissement est dirigé par un commissaire général des armées accompagné d'un conseil d'administration.

Suite à la décision de la ministre des Armées d'entériner début 2019 un projet de modernisation du service du commissariat des armées portant sur sa fonction restauration / hôtellerie / loisirs, l'EdA se voit confier par une concession de service avec le ministère des armées la responsabilité des travaux de réhabilitation et de construction pour des infrastructures de restauration collective.

1.1.2- Nature du besoin à couvrir

Dans le cadre de la gestion en concession de 73 emprises militaires, par l'Economat des Armées (EdA), au profit du ministère des armées, l'EdA souhaite se doter d'un accord-cadre pour la réalisation de travaux de gros entretien et de renouvellement.

1.2- DÉCOMPOSITION

Les dispositions du présent CCTP s'appliquent aux 13 accords-cadres issus de l'allotissement en lots techniques initial soit:

01 A : Accord-cadre INSTALLATION DE CHANTIER CURAGE GROS OEUVRE - MAÇONNERIE

01 B : Accord-cadre REVETEMENTS DE SOLS DURS

02 : Accord-cadre ETANCHEITE - OUVRAGES ACCESSOIRES ASSOCIES

03 : Accord-cadre CHARPENTE COUVERTURE - ISOLATION DES COMBLES

04 A : Accord-cadre PLATRERIE - CLOISONS - FAUX-PLAFOND

04 B : Accord-cadre MENUISERIES INTERIEURES – AGENCEMENT

04 C : Accord-cadre PARQUETS

05 : Accord-cadre MENUISERIES EXTERIEURES - STORE - VITRERIE – MIROITERIE

06 : Accord-cadre SERRURERIE - METALLERIE – CLOTURE

07 : Accord-cadre 07 : PLOMBERIE – SANITAIRES - CHAUFFAGE - VMC

08 : Accord-cadre 08 : ÉLECTRICITE COURANTES FORTS ET FAIBLES

09 : Accord-cadre 09 : TRAITEMENT DES FACADES

10 : Accord-cadre 10 : PEINTURE ET REVETEMENT DE SOLS SOUPLES

11 : Accord-cadre CHAMBRE FROIDE

12 : Accord-cadre DESAMIANTEMENT ET DEPLOMBAGE

13 : Accord-cadre TRAVAUX DE RENOVATION ET DE GROS ENTRETIEN EN MULTI CORPS D'ETAT TECHNIQUES

1.3- CONNAISSANCE

1.3.1- Connaissance du dossier

Les entreprises titulaires sont tenues de prendre connaissance de la totalité du dossier, afin de se rendre compte de la nature et des limites des prestations à réaliser.

Elles peuvent demander au maître d'ouvrage tous les renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à leurs études.

1.4- CONTENU DES PRIX DES PRESTATIONS

1.4.1- Liste non exhaustive

Les prescriptions ci-dessous (liste non exhaustive) sont incluses dans les prix unitaires annexes à l'acte d'engagement de chaque accords-cadres par chaque titulaire, à savoir :

- Les études, plans d'exécution et de calepinage, et détails de mise en œuvre des différents ouvrages ou travaux techniques particuliers rencontrés pendant la durée du marché,
- La fourniture et la mise en œuvre de tous les accessoires nécessaires aux travaux : échafaudage jusqu'à 3 mètres, engins de levage, protection de la zone d'intervention (sols, murs, plafonds) ainsi que leurs démontages et repliements, y compris déplacement de mobilier simple,
- La mise en œuvre de tous les éléments de sécurité et protection du personnel et des usagers et leurs repliements en fin d'intervention (clôtures, balisage, éclairage),
- La fourniture et mise en œuvre de tous les éléments de protection des ouvrages y compris existants impactés par la commande, jusqu'à la réception,
- La fourniture des matières, matériels, matériaux et accessoires (joints, fixations, quincailleries, couvre-joints, butoirs, socles, etc....) entrant dans la composition des ouvrages,
- La fabrication en atelier et le transport des ouvrages, si nécessaire,
- L'implantation, la mise en œuvre et le réglage des ouvrages conformément aux plans, à la réglementation en vigueur et aux Règles de l'Art,
- La réalisation des essais de contrôle, y compris fourniture et mise en œuvre des charges, matériaux, énergies, etc..., la remise de documents servant aux DIUO et DOE,
- L'appui au maître d'ouvrage dans les démarches administratives pour l'obtention des Certificats d'Economie d'Energie (CEE)
- Les scellements et calfeutrements des ouvrages (joints, cornières, instauration du degré coupe-feu) et traitements nécessaires pour la bonne exécution et la parfaite finition de l'intervention,
- Le nettoyage de la zone d'intervention et de ses abords, pendant et après chaque intervention jusqu'à complète satisfaction du responsable des lieux sous le contrôle du maître d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre,
- La protection et la surveillance des ouvrages jusqu'à la réception des travaux,
- Le nettoyage et l'évacuation des gravats et déchets de toutes sortes aux vers des décharges adaptées et extérieures au site, y compris frais de transport, taxes de décharges et frais d'élimination des déchets polluants.

1.5- NORMES ET RÈGLEMENTS

1.5.1- Normes et règlements

Les propositions remises par les entreprises titulaires doivent être établies en conformité avec les normes et règlements en vigueur à la date d'établissement de l'offre.

Cette prescription s'applique également au matériel qui devra respecter les normes visées dans le cahier des charges.

Le maître d'ouvrage attire l'attention des entreprises titulaires sur l'importance des normes, règlements, décrets, arrêtés et référentiels.

Par le fait de soumissionner, le titulaire est réputé connaître l'ensemble de la réglementation applicable à l'objet de la demande.

Si une modification de norme ou de règlement intervient ultérieurement à la date d'établissement de son offre, il appartiendrait au titulaire et il relève de sa seule responsabilité, d'en informer le maître d'ouvrage ou de la maîtrise d'oeuvre, par écrit, (Courier AR ou sur le compte rendu de chantier) en indiquant les conséquences techniques et financières de cette modification.

Le maître d'ouvrage, sur avis complémentaire éventuellement du bureau de contrôle, prendra la décision requise.

1.5.2- Exigences réglementaires thermiques pour les bâtiments existants

La réglementation thermique est définie dans l'arrêté du 3 mai 2007, modifié par l'arrêté du 22 mars 2017, relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants.
www.legifrance.gouv.fr

1.6- REPRISE DES TRAVAUX

1.6.1- Reprise des travaux

Le maître d'ouvrage ou la maîtrise d'oeuvre pourra ordonner la démolition de l'ouvrage si celui-ci n'est pas réalisé dans les règles de l'art.

Lors des levées de réserve, si l'entreprise titulaire n'a pas repris l'ouvrage dans les délais indiqués dans le procès-verbal de réception des travaux, le maître d'ouvrage fait réaliser la reprise de l'ouvrage par une autre entreprise de son choix, aux frais et risques l'entreprise défaillante conformément au CCAP

1.7- CLASSEMENT

1.7.1- Classement au feu

Les matériaux et accessoires mis en œuvre doivent avoir obtenu l'agrément du classement au feu correspondant à leur emploi et à l'utilisation prévue pour les différents locaux.

Avant mise en œuvre, chaque entreprise doit fournir les procès-verbaux de classement au feu des matériaux et matériels proposés.

1.8- PERFORMANCES THERMIQUES

1.8.1- Limiter les déperditions

Lors d'intervention sur l'enveloppe des locaux, l'entreprise titulaire aura pour mission d'améliorer les performances de l'existant suivant la norme en vigueur si le maître d'ouvrage ou la maîtrise d'oeuvre n'a pas défini d'objectif à atteindre dans les marchés.

Les prestataires s'attacheront à être vigilants sur la nature des produits mis en œuvre et à assurer une veille des nouveaux produits qui pourraient venir compléter ceux existants, et qui seront contractualisés si nécessaire dans une série de prix nouveaux.

Chaque fois qu'une intervention sera effectuée, une attention particulière sera portée à l'étanchéité à l'air des parois et des ouvertures.

Afin de diminuer les consommations énergétiques :

A chaque intervention sur les éléments consommateurs d'énergie, l'entreprise titulaire aura pour mission d'améliorer les performances des matériels, si le maître d'ouvrage ou la maîtrise d'oeuvre n'a pas défini d'objectif à atteindre dans les marchés.

1.8.2- Diminuer les consommations

A chaque intervention sur les éléments consommateurs d'énergie, l'entreprise titulaire aura pour mission d'améliorer les performances des matériels, si le maître d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre n'a pas défini d'objectif à atteindre dans les marchés.

1.9- DÉVELOPPEMENT DURABLE ET QUALITÉS DES PRODUITS MIS EN ŒUVRE

1.9.1- Peintures et solvants conformes à l'écolabel européen

Les différents produits qui seront mis en œuvre devront être conformes au C.C.T. du D.T.U. 59.1.

Les produits employés seront admis à la marque N.F. environnement, Ange Bleu Ecolabel Européen ou à toute autre marque environnementale équivalente.

Il sera exigé des alkydes en émulsion en phase aqueuse ou à défaut des produits hydrodiluable en phase aqueuse.

Les produits comportant plus de 2,5 % et/ou 15 gr/litre de COV (Composé Organique Volatil) sont interdits.

Les produits contenant des pigments à base de métaux lourds (plomb, cadmium, chrome...) ainsi que les produits contenant des éthers d'alcool classés reprotoxiques de classe II sont également interdits.

1.9.2- Origines des produits

L'entreprise titulaire cherchera systématiquement à utiliser des matériaux à l'énergie grise la plus faible, dès lors que ce choix sera possible (l'énergie grise est celle dépensée de la création du produit à son recyclage, incluant toutes les dépenses d'étude, de transformation et de transport). A titre d'exemple, le bois est l'un des matériaux à la plus faible énergie grise, tandis que l'aluminium a la plus forte.

L'entreprise titulaire cherchera également à utiliser des bois d'essence ne mettant pas en péril l'équilibre des écosystèmes et respectueux de l'environnement. Tous les bois signalés en voie de disparition sont interdits d'usage et l'on privilégiera l'utilisation de bois provenant de forêts gérées durablement.

L'entreprise titulaire est tenue de mettre à la disposition du maître d'ouvrage les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

ARTICLE 2 - ORGANISATION DES TRAVAUX

2.1- ORGANISATION DES CHANTIERS

2.1.1- Phase préparatoire

Sur demande du maître d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre, une clôture de la zone chantier sera réalisée sans frais supplémentaire, sauf disposition exceptionnelle, dûment décrite dans le CCTP du corps d'état considéré.

2.1.2- Sécurité protection Santé

L'entreprise titulaire devra tenir compte des consignes du coordonnateur SPS suivant le niveau concerné par l'étendue des travaux envisagés, concerne notamment l'accord-cadre 13 Travaux de rénovation et de gros entretien en multi corps d'état techniques.

2.1.3- Déroulement des travaux

Les travaux se dérouleront, dans un site existant, le plus souvent pendant les périodes d'activité ou d'occupation.

L'entreprise devra préalablement à toute intervention se présenter à l'accueil du site et veiller à respecter les règles de sécurité et d'accès en vigueur.

Les interventions respecteront les ouvrages existants, le mobilier et tous les équipements.

L'entreprise devra avant et pendant ses travaux, prévoir et mettre en œuvre les protections permettant d'éviter de détériorer ou salir les équipements, mobiliers ou revêtements de parois horizontales ou verticales dans la zone d'intervention. L'entreprise installera à ses frais l'ensemble de protections rendues nécessaires par les travaux.

Si des ouvrages fixes doivent être démontés, l'entreprise assumera cette tâche et la fera exécuter par des techniciens qualifiés.

Le stockage et le remontage à l'identique seront assurés par l'entreprise ayant reçu la commande initiale.

Les interventions dans les locaux renfermant du matériel spécifique et/ou de valeur, appartenant à l'établissement seront faites sous la responsabilité de l'entreprise, à qui sera confié les clés desdits locaux. Ils seront soigneusement refermés après chaque intervention. L'entreprise consignera, avec le responsable du site, la prise et la restitution des clés.

De même, avant toute intervention, un état des lieux contradictoire sera réalisé et un exemplaire sera remis au maître d'ouvrage.

2.1.4- Nettoyage du chantier

Chaque titulaire et sous-traitant sont tenus, de ramasser, manutentionner et enlever leurs propres gravois et ceci au fur et à mesure de leur production et doivent procéder au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

En cas de non-respect de cette obligation après des rappels restés sans effet, le maître d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre pourra faire exécuter, trois jours après une mise en demeure formulée par écrit, un nettoyage sur l'emprise considérée, par une entreprise de son choix aux frais du titulaire concerné. Les frais seront imputés au marché du titulaire.

L'enlèvement des gravois se fera avec les protections nécessaires vis-à-vis du public. Les nettoyages, avant réception, sont exécutés par les entreprises concernées, ainsi que les nettoyages, durant le cours des travaux, autant de fois qu'il est nécessaire ou sur simple demande du maître d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre.

Tous matériaux ou matériels abandonnés par les titulaires sur le chantier en dehors des points et des périodes d'utilisation sont considérés comme des gravois. Les Entreprises ne pourront déposer aucune plainte, ni ne demander aucune indemnité du fait de l'enlèvement de ces matériels et matériaux abandonnés et enlevés par des équipes de nettoyage.

2.1.5- Accès au chantier

Pendant toute la durée des interventions sur le chantier, l'entreprise doit prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas détériorer ou salir les voies existantes intérieures ou extérieures du site. Elle aura à supporter les conséquences de toute négligence constatée à ce niveau.

2.1.6- Relation avec les administrations et concessionnaires de réseau

D'une manière générale, l'entreprise titulaire devra se mettre en rapport avec les administrations compétentes pour obtenir les accords et renseignements utiles avant exécution des travaux. Il se soumettra à toutes les exigences, vérifications et visites du maître d'ouvrage et fournira tous documents et pièces justificatives demandés.

2.1.7- Contrôle qualité

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Les fournitures : quel que soit le degré de finition, l'entreprise s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles de l'accord cadre,
- La fabrication et la mise en œuvre : le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément au CCTP, aux DTU et aux règles de l'Art,

- Les essais : afin de prévenir les aléas techniques d'un mauvais fonctionnement des installations, l'entreprise devra effectuer au minimum les essais et vérifications figurant sur la liste établie par le COPREC en accord avec les assureurs, dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Les travaux devront être réalisés jusqu'à complète satisfaction du maître d'ouvrage ou de la Maîtrise d'Œuvre et du bureau de contrôle.

2.1.8- Niveau sonore

L'entreprise prend toutes les mesures pour limiter le niveau sonore des matériels bruyants, en respect de la réglementation en vigueur, et en apporte la preuve.

L'entreprise n'aura droit à aucune indemnité ou relèvement de prix ni à aucun délai supplémentaire du fait des mesures prises en exécution du présent article.

2.1.9- Compte Prorata

Sans objet

2.2- EXECUTION ET RECEPTION

2.2.1- État des lieux

L'entreprise titulaire est censée connaître toutes les difficultés et sujétions qu'elle est susceptible de rencontrer dans l'exécution des travaux à la prise de connaissance des lieux, de leur accessibilité, de la nature des terrains et de l'existence de canalisations de toutes sortes. Aucune réclamation sur ces points ne sera admise.

2.2.2- Limites de prestation

L'entreprise doit prévoir la totalité des travaux nécessaires au parfait achèvement et fonctionnement de ses ouvrages dont elle a la responsabilité.

Les limites de prestations entre plusieurs lots travaillant sur la même opération sont définies par le maître d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre. L'entreprise peut préciser au maître d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre les contraintes d'interface induites par son intervention, et de s'informer auprès de lui des contraintes imposées par les autres corps d'état.

2.2.3- Période d'exécution des travaux

Durant toute la période d'exécution des travaux, l'entreprise doit s'assurer du bon déroulement du chantier. Suivant l'importance des travaux, le maître d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre procéderont à un pointage de l'avancement.

Des contrôles et des prélèvements pourront être faits au cours du chantier suivant les exigences et préconisations du maître d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre

2.2.4- Opération préalable à la réception

L'entreprise demandera la réception de ses travaux au maître d'ouvrage ou à la maîtrise d'œuvre, et en fera copie au maître d'ouvrage.

La réception sera unique. Par un procès-verbal contradictoire le maître d'ouvrage donnera quitus à l'entreprise de l'exécution de ses ouvrages.

La réception une fois prononcée et pendant la période de garantie contractuelle, l'entreprise devra :

- réparer les imperfections de construction relevées par la mise en fonction des ouvrages et travaux réalisés,
- régler les installations et équipements techniques et s'il y a lieu, procéder à la mise au point définitive.

2.2.5- Dossier des ouvrages exécutés

L'entreprise devra remettre à la maîtrise d'œuvre les documents demandés : dossier des ouvrages exécutés (DOE), éléments nécessaires à l'établissement des DIUO, rapports, etc...

Ces documents seront établis uniquement sous format numérique, format .pdf. Certains plans pourront être demandés en .dwg.

*** D.O.E. (Dossier des Ouvrages exécutés) :**

Ce document comprend :

- note de calcul, plans et schémas des ouvrages conformes à l'exécution, et particulièrement les plans des installations techniques et des réseaux de canalisations de tous les fluides, y compris réseaux d'évacuation ;
- bordereaux d'approbation du Bureau de Contrôle ;
- procès-verbaux d'essais et d'analyse ;
- listes des matériels et équipements y compris coordonnées des fournisseurs ;
- fiches techniques, notices de fonctionnement et d'entretien des installations et équipements en langue française ;
- certificats de conformité ;
- certificats de garantie ;
- attestations de versement des primes d'assurances pendant la durée de l'exécution des travaux ; documents particuliers signalés au CCTP et éventuellement au CCAP.

A la réception des travaux, le maître de l'ouvrage prend en charge la maintenance et l'entretien des installations.

Il appartient au titulaire de former le maître d'ouvrage sur le fonctionnement des installations, sur les opérations de maintenance et d'entretien gage de pérennité des ouvrages.

*** D.I.U.O. (Dossier d'Interventions Ultérieures sur les Ouvrages) :**

Ce document comprend :

- La notice de fonctionnement expliquera en termes simples et concis la procédure de mise en service de fonctionnement et de mise à l'arrêt des installations. Elle décrira la fonction des organes principaux, la fonction et l'action des organes de régulation, de sécurité, etc.
- Elle reprendra en termes simples et adaptés la procédure de programmation des installations (les notices des constructeurs étant habituellement trop généralistes).
- La notice d'entretien décrira les travaux de maintenance et d'entretien sur chacun des organes des installations ainsi que leur fréquence. Cette notice rédigée par l'installateur sera présentée sur un document unique sous forme de tableau (les notices d'entretien des fabricants des différents équipements, même regroupés, étant généralement trop compliquées à exploiter).
- Cette notice devra notamment expliquer clairement les précautions à prendre en matière de sécurité lors des travaux d'entretien.

2.2.6- Garanties

Le titulaire de chaque lot devra contracter une assurance pour garantir de tous risques afférents à ces travaux (responsabilité civile), au maintien en leur état des locaux voisins, à la rencontre éventuelle de canalisations d'eau, gaz, électricité, téléphone, égout, les risques provenant des démolitions même. La responsabilité de chaque titulaire sera levée à la réception des travaux, si aucun désordre n'est apparu sur les constructions et ouvrages voisins du fait des démolitions.

Le titulaire de chaque lot garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale. Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserve constitue le point de départ de la garantie biennale

et/ou décennale des ouvrages, par application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.